CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 67.506/4
du 8 juin 2020

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/035 'portant des mesures de déconfinement en matière de sécurité routière pour limiter la prolifération du Covid-19'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 67.506/4
van 8 juni 2020

over

een ontwerp van volmachtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/035 'houdende maatregelen voor de versoepeling van de lockdown inzake verkeersveiligheid om de verspreiding van Covid-19 in te perken'

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

Le 29 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/035 'portant des mesures de déconfinement en matière de sécurité routière pour limiter la prolifération du Covid-19'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 8 juin 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 juin 2020.

*

Op 29 mei 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van volmachtenbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/035 'houdende maatregelen voor de versoepeling van de lockdown inzake verkeersveiligheid om de verspreiding van Covid-19 in te perken'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 8 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 juni 2020.

*

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Conformément à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, je souhaite que l'avis me soit communiqué dans un délai de cinq jours ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

RECEVABILITÉ DE LA DEMANDE D'AVIS

La notification au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale jointe au dossier soumis à la section de législation charge la Ministre de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière « de demander, sous le bénéfice de l'urgence, l'avis de la section de législation du Conseil d'État, dans les 5 jours, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État » et non, comme erronément mentionné dans la demande d'avis, en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, de ces mêmes lois.

Suivant l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

Or, la demande d'avis ne contient aucun motif justifiant le caractère urgent du projet à l'examen.

Certes, le préambule du projet soumis pour avis contient les considérants suivants :

« B.1. La Belgique connait actuellement une crise sanitaire exceptionnelle liée à l'épidémie de COVID-19 ; que des mesures ont été prises par le Ministre fédéral de l'Intérieur et, notamment, par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en vue de limiter la propagation du virus au sein de la population ;

B.2. Les mesures prises produisant actuellement les effets escomptés, il convient dès maintenant, compte tenu des dernières recommandations du centre de crise national, de veiller à une reprise progressive et ordonnée des activités des services publics dont le fonctionnement a été affecté par ces mesures ».

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

À titre tout à fait exceptionnel, la déléguée a été invitée à préciser la motivation spéciale de l'urgence ; elle a apporté les justifications suivantes :

> « L'urgence se justifie car le secteur a repris ses activités début mai (après plusieurs semaines d'arrêt) et qu'il est urgent de légiférer afin d'assurer une continuité des services de contrôle technique des véhicules et ce pour des raisons de sécurité routière. En effet, l'objectif est d'assurer une priorité de passage au contrôle pour des raisons de sécurité à certains véhicules qui sont utilisés quotidiennement pour des missions de services publics, sanitaires ou autres (ex : ambulances/transports de matériaux dangereux/bus/taxis, etc.). Un deuxième objectif est d'encadrer les prolongations des certificats (arrivés à échéance durant les semaines de confinement) et documents nécessaires aux contrôles techniques afin d'assurer, toujours pour des raisons de sécurité, le contrôle de tous les véhicules dans les mois à venir ».

Cette justification satisfaisant aux exigences de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la demande d'avis est recevable.

À l'avenir toutefois, il est expressément demandé au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'accompagner les demandes du type de celles faisant l'objet du présent avis d'une motivation de l'urgence portant réellement et de manière suffisante sur le contenu du texte, et ce afin d'assurer un respect scrupuleux de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 3°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État sous peine d'irrecevabilité de la demande d'avis.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Il est suggéré, même si l'article 3*bis*, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État ne l'impose pas formellement, de rédiger un rapport au Gouvernement qui exposera la portée et les conséquences concrètes de l'arrêté en projet et de le publier en même temps que ce dernier [1], accompagné du présent avis.

2. L'arrêté en projet sera communiqué au Président et au Greffier du Parlement avant sa publication au *Moniteur belge*, conformément à l'article 4, alinéa 3, de l'ordonnance du 19 mars 2020 'visant à octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19'.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dans la version néerlandaise, le terme « Bijzonderemachtenbesluit » sera préféré à celui de « Volmachtenbesluit ».

[1] Voir l'avis n° 67.146/1 donné le 27 mars 2020 sur un projet devenu l'arrêté n° 2020/001 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux du 2 avril 2020 'relatif à la suspension temporaire des délais de rigueur et de recours fixés dans l'ensemble de la législation et la réglementation bruxelloise ou adoptés en vertu de celle-ci', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67146.pdf.

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

PRÉAMBULE

1. Il importe que le préambule soit présenté conformément aux règles de la légistique formelle : la mention de chaque fondement juridique, de l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2020/002 que l'article 4 du projet modifie et de l'avis du Conseil d'État sera chaque fois précédée de la mention « Vu », tandis que les motifs du projet seront précédés de la mention « Considérant » [2]. Les mentions A1, A2, … précédant les alinéas seront par conséquent omises.

2. Il n'est pas nécessaire de viser l'article 6, § 1er, XII, de la loi spéciale du 8 aout 1980 'de réformes institutionnelles', ni de viser les articles 4 et 8 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', lesquels n'offrent pas de fondement juridique au projet.

3. Il convient de faire figurer la motivation de l'urgence au préambule de l'arrêté, précédée de la mention « Vu l'urgence motivée par ».

4. Il convient d'intervertir les alinéas 10 et 11.

DISPOSITIF

Article 1er

À l'alinéa 1er, les mots « § 1er, » seront insérés entre les mots « l'article 1er, » et les mots « alinéa 2 ».

Article 2

1. Au paragraphe 1er, la version néerlandaise du projet prévoit l'obligation de réserver « au moins » 15 % de la capacité des organismes de contrôle technique pour la prise de rendez-vous prioritaire. Les mots « au moins » ne figurent toutefois pas dans la version française du projet.

L'auteur du projet est par conséquent invité à assurer la cohérence entre les deux versions linguistiques du projet.

2. Au paragraphe 1er, 1°, d), la référence à l'article 28, § 2.1, C), 4, de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 'portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique' est erronée. De l'accord de la déléguée, elle sera remplacée par la référence à l'article 28, § 2, 1°, c), 4, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité'.

[2] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires,* www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations nos 17 à 43 et formules F 3-1-1 à F 3-10-3.

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

Article 3

Dans un souci de sécurité juridique, le rapport au Gouvernement qu'il est suggéré de joindre au projet à l'examen gagnerait à décrire plus précisément les mesures de précaution sanitaire à respecter par les organismes de contrôle technique.

Article 4

Dans son avis n° 67.179/4 donné le 6 avril 2020 [3], la section de législation a observé

> « L'article 4 vise à prolonger les délais dans lesquels les véhicules soumis à la réglementation en matière de contrôle technique automobile doivent subir un contrôle périodique, ainsi qu'à prolonger la durée de validité des certificats de visite dont la période de validité expirerait durant la période d'application des mesures exceptionnelles en projet.
>
> Il convient de rappeler que la périodicité du contrôle technique doit satisfaire aux exigences minimales imposées par l'article 5 de la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 'relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE' , dont l'article 23*ter* de l'arrêté royal du 15 mars 1968 'portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité' assure la transposition.
>
> Malgré le caractère exceptionnel et temporaire des mesures de prolongation envisagées, il doit être à tout le moins conseillé à l'auteur du projet de s'assurer de la position des services de la Commission européenne préalablement à leur adoption.
>
> À cet égard, il doit également être rappelé que l'article 23 de la directive 2014/45/UE impose qu'il y soit fait référence dans le texte de l'arrêté en projet, ainsi que la communication de ce dernier à la Commission européenne ».

Dans la même logique, il est conseillé à l'auteur du projet d'informer les services de la Commission européenne des modifications envisagées des mesures de prolongation en vigueur préalablement à leur adoption, afin de s'assurer de leur position.

Article 5

Les mots « entre en vigueur » seront remplacés par les mots « produit ses effets ».

*

[3] Avis n° 67.179/4 donné le 6 avril 2020 sur un projet devenu l'arrêté de pouvoirs spéciaux n° 2020/002 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2020 'portant des mesures d'urgence en matière de mobilité, travaux publics et sécurité routière pour limiter la prolifération du coronavirus', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67179.pdf.

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

De motivering in de brief luidt als volgt:

"Conformément à l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, je souhaite que l'avis me soit communiqué dans un délai de cinq jours."

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorstel, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONTVANKELIJKHEID VAN DE ADVIESAANVRAAG

De kennisgeving aan de Brussels Hoofdstedelijk Regering, die is gevoegd bij het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, draagt de minister van Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid op "om met hoogdringendheid het advies van de afdeling Wetgeving van de Raad van State in te winnen binnen de vijf dagen, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State", en niet, zoals verkeerdelijk vermeld in de adviesaanvraag, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, van diezelfde wetten.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot verantwoording van het spoedeisende karakter ervan.

De adviesaanvraag bevat evenwel geen enkele reden die het spoedeisende karakter van het voorliggend ontwerp kan verantwoorden.

De aanhef van het om advies voorgelegde ontwerp bevat weliswaar de volgende overwegingen:

"B.1. België maakt momenteel een uitzonderlijke gezondheidscrisis mee naar aanleiding van de COVID-19-epidemie; er werden maatregelen genomen door de federale minister van Binnenlandse Zaken en door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de verspreiding van het virus onder de bevolking te beperken;

B.2. Aangezien de genomen maatregelen momenteel de verwachte effecten hebben, moet er vanaf nu, rekening houdend met de laatste aanbevelingen van het Nationaal Crisiscentrum, gezorgd worden voor een geleidelijke en ordelijke heropstart van de activiteiten van de openbare diensten waarvan de werking door deze maatregelen [aangetast] was."

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

Bij wijze van grote uitzondering is de gemachtigde ambtenaar verzocht om de bijzondere motivering van het verzoek om spoedbehandleing te preciseren; zij heeft de volgende redenen aangevoerd:

> "L'urgence se justifie car le secteur a repris ses activités début mai (après plusieurs semaines d'arrêt) et qu'il est urgent de légiférer afin d'assurer une continuité des services de contrôle technique des véhicules et ce pour des raisons de sécurité routière. En effet, l'objectif est d'assurer une priorité de passage au contrôle pour des raisons de sécurité à certains véhicules qui sont utilisés quotidiennement pour des missions de services publics, sanitaires ou autres (ex : ambulances/transports de matériaux dangereux/bus/taxis, etc.). Un deuxième objectif est d'encadrer les prolongations des certificats (arrivés à échéance durant les semaines de confinement) et documents nécessaires aux contrôles techniques afin d'assurer, toujours pour des raisons de sécurité, le contrôle de tous les véhicules dans les mois à venir."

Aangezien die verantwoording voldoet aan de vereisten van artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, is de adviesaanvraag ontvankelijk.

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering wordt evenwel uitdrukkelijk verzocht om de spoedeisendheid van dergelijke adviesaanvragen voortaan daadwerkelijk inhoudelijk en op afdoende wijze te verantwoorden teneinde ervoor te zorgen dat artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State nauwgezet nageleefd wordt, op straffe van niet-ontvankelijkheid van de adviesaanvraag.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Hoewel artikel 3*bis*, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State dit niet expliciet voorschrijft, wordt voorgesteld om een verslag aan de Regering op te stellen waarin de strekking en de concrete gevolgen van het ontworpen besluit worden uiteengezet en het tegelijkertijd met dat besluit[1] en het onderhavige advies bekend te maken.

2. Het ontworpen besluit moet krachtens artikel 4, derde lid, van de ordonnantie van 19 maart 2020 'om bijzondere machten toe te kennen aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in het kader van de gezondheidscrisis Covid-19' aan de voorzitter en aan de griffier van het Parlement worden meegedeeld vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

[1] Zie advies 67.146/1, gegeven op 27 maart 2020 over een ontwerp dat geleid heeft tot het volmachtbesluit nr. 2020/001 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 2 april 2020 'betreffende de tijdelijke opschorting van de verval- en beroepstermijnen die vastgelegd zijn in de Brusselse wetgeving en reglementering of die op grond daarvan zijn ingevoerd', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67146.pdf.

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

In de Nederlandse versie moet de voorkeur worden gegeven aan de term "Bijzonderemachtenbesluit" boven de term"Volmachtenbesluit".

AANHEF

1. Het is belangrijk dat de aanhef worden opgemaakt overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek: de vermelding van elke rechtsgrond, van het bijzonderemachtenbesluit nr. 2020/002 dat bij artikel 4 van het ontwerp wordt gewijzigd en van het advies van de Raad van State moet telkens worden voorafgegaan door de woorden "Gelet op", terwijl de vermelding van de motieven die tot het ontwerp hebben geleid, moet worden voorafgegaan door de woorden "Overwegende dat".[2] De vermeldingen A1, A2, ... die aan die leden voorafgaan, moeten bijgevolg worden weggelaten

2. Aangezien artikel 6, § 1, XII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' en de artikelen 4 en 8 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp, hoeft niet naar die artikelen te worden verwezen.

3. De motivering van het spoedeisende karakter dient te worden vermeld in de aanhef van het besluit, voorafgegaan door de vermelding "Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat".

4. Het tiende en het elfde lid dienen onderling van plaats te worden verwisseld.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In het eerste lid moeten de woorden "in artikel 1, lid 2," worden vervangen door de woorden "in artikel 1, § 1, tweede lid".

Artikel 2

1. In de Nederlandse tekst van paragraaf 1 wordt bepaald dat het verplicht is om "minstens" 15 % van de capaciteit van de ondernemingen voor technische keuring te reserveren om een keuring in te plannen die voorrang moet krijgen. Het begrip "minstens" wordt echter niet weergegeven in de Franse tekst van het ontwerp.

[2] *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tabblad "Wetgevingstechniek", aanbevelingen 17 tot 43 en formules F-3-1-1 tot F-3-10-3.

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

De steller van het ontwerp wordt dan ook verzocht om beide taalversies op elkaar af te stemmen.

2. In paragraaf 1, 1°, d), is de verwijzing naar artikel 28, § 2.1, C), 4, van het koninklijk besluit van 1 december 1975 'houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg' niet correct. De gemachtigde is het ermee eens dat ze moet worden vervangen door de verwijzing naar artikel 28, § 2, 1°, c), 4, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 'houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.

Artikel 3

Ter wille van de rechtszekerheid verdient het aanbeveling om in het verslag aan de regering een nadere omschrijving te geven van de sanitaire voorzorgsmaatregelen die de ondernemingen voor technische keuring moeten naleven en wordt gesuggereerd om dat verslag bij het voorliggende ontwerp te voegen.

Artikel 4

De afdeling Wetgeving heeft in haar advies 67.179/4 van 6 april 2020[3] het volgende opgemerkt:

> "Artikel 4 strekt tot verlenging van de termijnen waarbinnen de voertuigen die onderworpen zijn aan de reglementering inzake de autokeuring een periodieke controle moeten ondergaan en tot verlenging van de geldigheidsduur van de keuringsbewijzen waarvan de geldigheid zou vervallen gedurende de periode waarin de ontworpen uitzonderlijke maatregelen van toepassing zullen zijn.
>
> Er dient aan herinnerd te worden dat de termijn voor periodieke technische controles moet beantwoorden aan de minimumvoorschriften bepaald bij artikel 5 van richtlijn 2014/45/EU van het Europees Parlement en de Raad van 3 april 2014 'betreffende de periodieke technische controle van motorvoertuigen en aanhangwagens en tot intrekking van Richtlijn 2009/40/EG', welk artikel omgezet is bij artikel 23*ter* van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 'houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen'.
>
> Ondanks de uitzonderlijke en tijdelijke aard van de in het vooruitzicht gestelde maatregelen tot verlenging van die termijnen, dient de steller van het ontwerp er op zijn minst op gewezen te worden dat het aanbeveling verdient het standpunt van de diensten van de Europese Commissie in te winnen voordat die maatregelen getroffen worden.

[3] Advies 67.179/4 gegeven op 6 april 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het bijzonderemachtenbesluit nr. 2020/002 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 april 2020 'houdende dringende maatregelen inzake mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid om de verspreiding van het coronavirus in te perken', http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67179.pdf.

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡

In dat opzicht dient er eveneens aan herinnerd te worden dat het krachtens artikel 23 van richtlijn 2014/45/EU verplicht is om in de tekst van het ontworpen besluit naar die richtlijn te verwijzen en om die tekst aan de Europese Commissie mee te delen."

Volgens dezelfde logica wordt de steller van het ontwerp aangeraden om de diensten van de Europese Commissie voordat de maatregelen getroffen worden op de hoogte te brengen van de voorgenomen wijzigingen die voorzien in de verlenging van de geldende maatregelen, teneinde zich van hun standpunt te vergewissen.

Artikel 5

De woorden "treedt in werking" moeten worden vervangen door de woorden "heeft uitwerking".

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE Martine BAGUET

‡LW-BCGUMEEFA-GHFAGQW‡